

Synthèse régionale

2015 : année de reprise en Bretagne malgré quelques points noirs

Les perspectives encourageantes observées début 2015 se sont confirmées. L'emploi redémarre en Bretagne et les indicateurs conjoncturels pour la démographie d'entreprises, la construction et le tourisme sont mieux orientés qu'en moyenne nationale. Toutefois, quelques points noirs subsistent avec des secteurs d'activité toujours en difficulté face à l'emploi, une demande d'emploi qui a continué de croître et une crise agricole qui s'est poursuivie.

Valérie Molina, Insee

Dans un contexte économique de reprise en Europe et d'accélération en France, l'activité bretonne s'améliore. Les perspectives des entreprises restent globalement mieux orientées qu'avant, avec en particulier un chiffre d'affaires qui continue sa progression dans les services marchands et qui repart dans l'industrie.

L'emploi redémarre après trois ans de baisse

Après trois années de baisse et 14 000 emplois détruits entre 2012 et 2014, la Bretagne crée plus de 5 000 emplois en 2015. L'emploi progresse ainsi de 0,7 %, plus fortement qu'en moyenne nationale (+0,5 %). Le tertiaire marchand porte l'ensemble de ces créations avec une augmentation de 4 700 emplois dans les services hors intérim, de 2 400 emplois dans l'intérim et de 300 emplois dans le commerce. Ce dernier secteur repart ainsi à la hausse après trois années de repli.

Des indicateurs conjoncturels bien orientés, et mieux qu'en moyenne nationale

En 2015, près de 5 500 nouvelles sociétés et 5 300 entreprises individuelles sont créées. En parallèle, le nombre de défaillances d'entreprises diminue en Bretagne (-9 %) alors qu'il est en hausse en France métropolitaine (+1,3 %).

Le secteur de la construction semble également montrer des signes de rebond. En 2015, le nombre de permis de construire progresse de 10,9 % et celui des mises en chantiers de 5,7 %. Ce redémarrage est plus important qu'en moyenne nationale (respectivement +3,8 % et +1,6 %).

Par ailleurs, les immatriculations de véhicules neufs et le trafic aérien de passagers progressent.

Enfin, la fréquentation touristique poursuit la tendance observée depuis 2012 et continue d'être soutenue en 2015, à la fois dans les hôtels et les campings, et avec des résultats meilleurs qu'en moyenne

nationale. Ainsi, le nombre de nuitées progresse de 5,1 % dans les hôtels et de 5,9 % dans les campings (France métropolitaine : +1,8 % et +2,9 %).

Mais des points noirs subsistent

En 2015, malgré un redressement des permis de construire et des mises en chantier, le secteur de la construction a vu ses effectifs baisser pour la septième année consécutive (-1 000). La fabrication de matériels de transport a également détruit des emplois (-400). Depuis fin 2007, ces deux secteurs ont respectivement perdu 10 700 et 5 500 emplois.

De plus, les 5 000 créations d'emplois observées en 2015 n'ont pas permis d'absorber les arrivées sur le marché du travail. En conséquence, le nombre de demandeurs d'emploi continue sa progression en Bretagne : +2,9 % en catégorie A (France métropolitaine : +2,4 %) et +6,4 % en catégories A, B et C (France métropolitaine : +4,9 %). Comme pour les années précédentes, les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux de 50 ans ou plus sont les plus impactés.

Enfin, 2015 est une année de crise agricole, notamment pour l'élevage avec les baisses du prix du porc et des bovins. La conjoncture est également difficile pour le lait avec la fin des quotas laitiers.

La Bretagne reste toujours parmi les régions les moins touchées par le chômage et les difficultés sociales

En Bretagne, le taux de chômage figure toujours parmi les moins élevés de toutes les régions. Seule l'Île-de-France a un taux inférieur au taux breton. Ainsi fin 2015, 8,9 % de la population active est au chômage dans la région contre 10 % en moyenne en France métropolitaine.

La Bretagne est également moins exposée aux difficultés sociales. Ainsi, malgré une forte augmentation du nombre de foyers allocataires du RSA (+5,8 % contre +4,5 % en moyenne nationale), la

Bretagne ne concentre que 3,6 % des allocataires de France métropolitaine alors qu'elle regroupe 5,1 % de la population. De même, elle ne représente que 4,4 % des dossiers de surendettement. Ces derniers ont d'ailleurs diminué de 3,6 % en 2015 (France entière : -5,9 %).

Les disparités départementales perdurent

L'embellie économique est plus mesurée dans le département du Finistère où l'emploi ne progresse que de 0,2 %, notamment en raison des pertes dans l'industrie agroalimentaire. Comme les années passées, l'Ille-et-Vilaine bénéficie de la meilleure situation économique. En effet, l'emploi y progresse de 1,1 % malgré les pertes d'emploi dans le secteur de la fabrication de matériels de transport. L'Ille-et-Vilaine est toujours le département breton avec le taux de chômage le plus faible (8,0 % de la population active).

Une amorce de la baisse de la demande d'emploi au 1^{er} trimestre 2016

Les perspectives pour 2016 restent encourageantes puisqu'au premier trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi baisse, de 1,6 % en catégorie A et de 0,1 % en catégorie A,B et C (France métropolitaine, respectivement -1,4 % et -0,4 %).

En parallèle, les créations d'entreprises, y compris micro-entrepreneurs, augmentent de 5,8 % et les défaillances d'entreprise diminuent de 5,2 % (France métropolitaine, respectivement +5,1 % et -3,1 %). Les nombres de logements autorisés (+9,5 %) et de logements commencés (+2,2 %) continuent également de croître plus rapidement qu'en France métropolitaine (respectivement +1,8 % et +0,7 %).

Enfin, la fréquentation touristique progresse de 5 % dans les hôtels bretons. ■

Cadrage national

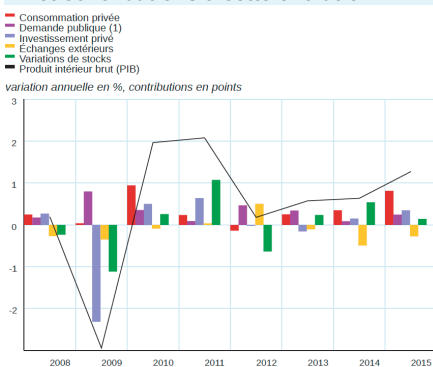
L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un quantitative easing - de la Banque centrale européenne dynamise l'investissement, et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



L'économie française accélère en 2015

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de + 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %). Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point).

L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié SMNA s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+ 0,5 %).

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de Brent. De plus, les revenus d'activité augmentent

fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : + 1,6 % après + 0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %).

2 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

| | Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %) | | | en milliards d'euros | Contribution à la croissance du PIB en volume |
|---|---|------------|------------|----------------------|---|
| | 2013 | 2014 | 2015 | | |
| Produit intérieur brut (PIB) | 0,6 | 0,6 | 1,3 | 2 181,1 | 1,3 |
| Importations | 2,1 | 4,7 | 6,6 | 685,0 | - 2,1 |
| Consommation effective des ménages, dont : | 0,7 | 0,9 | 1,6 | 1 540,7 | 1,1 |
| - dépense des ménages | 0,5 | 0,7 | 1,5 | 1 156,0 | 0,8 |
| - dépense individualisable des administrations et des ISBLSM* | 1,4 | 1,8 | 1,7 | 384,7 | 0,3 |
| Consommation collective des administrations publiques | 1,5 | - 0,1 | 1,0 | 182,7 | 0,1 |
| Formation brute de capital fixe, dont : | - 0,8 | - 0,3 | 1,0 | 469,2 | 0,2 |
| - entreprises non financières | 0,2 | 1,6 | 2,8 | 262,7 | 0,3 |
| - ménages | - 0,5 | - 3,5 | - 0,8 | 107,6 | 0,0 |
| - administrations publiques | - 0,7 | - 5,7 | - 3,8 | 75,3 | - 0,1 |
| Variations de stocks (contribution à la croissance) | 0,2 | 0,5 | 0,1 | 2,7 | 0,1 |
| Exportations | 1,9 | 3,3 | 6,1 | 654,9 | 1,8 |

Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés.

* ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010